

ULUSLARARASI SOSYAL ARAŞTIRMALAR DERGİSİ THE JOURNAL OF INTERNATIONAL SOCIAL RESEARCH

Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi / The Journal of International Social Research
Cilt: 13 Sayı: 72 Ağustos 2020 & Volume: 13 Issue: 72 August 2020
www.sosyalarastirmalar.com Issn: 1307-9581

LA CHEFFERIE TRADITIONNELLE À L'ÉPREUVE DES MUTATIONS ET COMPÉTITIONS POLITIQUES EN CÔTE D'IVOIRE: CAS DE KEIBLI DANS LA SOUS-PREFECTURE DE BLOLEQUIN EN PAYS WE

THE TRADITIONAL CHIEFTERY TESTED BY TRANSFERS AND POLITICAL COMPETITIONS IN CÔTE D'IVOIRE: CASE OF KEIBLI IN THE SUB-PREFECTURE OF BLOLEQUIN IN THE COUNTRY WE

Mahier Jules Michel BAH*

Résumé

Dans les sociétés rurales Wê situées à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, le dispositif de renouvellement de la chefferie connaît ces dernières années des mutations inédites qui consacrent l'effritement du mode de désignation consensuelle au profit du mode électoral. L'objectif de cette étude est d'en analyser les enjeux. Les données recueillies à l'aide de la méthode qualitative sont analysées dans une perspective systémique. La tendance qui se dégage montre que la transformation des modes de désignation dans la gouvernance locale qui sont passés du mode consensuel à l'électif sous l'influence combinée de facteurs multiples est davantage liée à l'immixtion d'acteurs politiques dont la logique d'action consiste en la maîtrise de l'espace villageois dans la perspective des compétitions électorales locales et/ou nationales.

Mots-clés: Elections, Consensus, Mode De Designation, Compétitions Politiques, Chefferie.

Abstract

In the Wê rural societies, located in the west of Côte d'Ivoire, the chieftaincy changeover system has undergone unprecedented changes these recent years. This has led to the erosion of the consensual mode of appointment in favor of the electoral mode. This study aims at analyzing the related-issues. The data collected using the qualitative methods are analyzed from a systemic perspective. The emerging trend shows that the shift-from the consensual to elective- in the methods of appointment in the local governance under the combined influence of multiple factors is more related to the interference of political actors whose logic of action consists of controlling the village area in the perspective of local and / or national electoral competitions.

Keywords: Elections, Consensus, Method of Appointment, Politicalcompetitions, Chieftaincy.

* Enseignant-Chercheur, Institut d'Ethno-Sociologie, UFHB, Cocody, Abidja, Bahmahier@gmail.com



INTRODUCTION

L'organisation sociopolitique des sociétés traditionnelles africaines laissent entrevoir une multitude de systèmes politiques dont l'un des plus courants est la chefferie (Diagné, 1967). Cette gouvernance coutumière, à travers toutes les vicissitudes qu'elle a dû traverser et par-delà les conditions nouvelles introduites par la construction d'un Etat national et de son appareil de pouvoir - a conservé un rôle non négligeable dans la vie sociale et politique des sociétés africaines (Abba, 1990). Cependant, à bien d'égards, ce qu'on appelle chefferies traditionnelles aujourd'hui semblent n'être qu'une survivance des formes originelles d'organisations sociopolitiques qu'a connues l'Afrique précoloniale. En effet, les chefferies traditionnelles contemporaines connaissent une évolution axée sur la transformation de leurs mécanismes de fonctionnement et de reproduction affichant ainsi une « lisibilité qui pose des problèmes de décodage » (Mback, 2000).

En Côte d'Ivoire, ces mutations touchent particulièrement la société Wè situées en zone rurale à l'Ouest du pays. En effet, le consensus qui, jusqu'à ces dernières années, gouvernait les processus de renouvellement des autorités traditionnelles (Chefs de village) tend à l'effritement. De plus en plus, on observe la consécration des élections comme étant le nouveau mode de désignation des autorités villageoises.

À Kéïbli, localité située dans le département de Bloléquin, le mode électoral s'est non seulement substitué au consensus comme désignation du chef de village, mais génère en plus des conflits intracommunautaires qui contribuent à l'affaiblissement du pouvoir politique traditionnel. L'objectif de cet article est donc d'analyser les enjeux liés aux transformations qui s'opèrent dans le système politique Wè à Kéïbli. Pour ce faire, nous nous attacherons à i) identifier les facteurs de transformation des modes de désignation dans la gouvernance locale; ii) décrire le mécanisme par lequel ces transformations s'effectuent et leur impact sur la société Wè.

I. METHODOLOGIE

1. Zone d'étude

La présente étude s'est déroulée à Kéïbli, localité située à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, précisément dans le département de Bloléquin (région du Cavally), distant d'environ 600 Km d'Abidjan. Le choix porté sur ce village dans l'observation et l'analyse du phénomène étudié se fonde sur un certain nombre de raisons.

En effet, Kéïbli est l'un des onze villages du Canton Boo, territoire du département de Bloléquin adossé à la frontière ivoiro-libérienne. Depuis la fin de la crise post électorale de 2011, plusieurs villages dans ce canton Boo ont procédé à des élections pour le renouvellement de leurs chefferies. Et au moment où nous menions notre enquête sur le phénomène, le village de Kéïbli était engagé dans un processus similaire. Ce fut alors pour nous une occasion d'observer directement le phénomène en interrogeant les principaux protagonistes en compétition.

2. Participants

Notre enquête a consisté à adresser des entretiens semi-directifs à des acteurs locaux sur la base d'un échantillonnage par choix raisonné. Ce faisant, ce sont au total 15 interviews qui ont été réalisées avec les acteurs suivants: les candidats aux élections de chefferies; les individus représentant les lignages du village; le chef de la communauté Baoulé; le représentant des communautés issues de la CEDEAO; les membres du comité en charge des élections de chefferie (Préfecture, Sous-préfecture, Conseil Régional, Mairie); les leaders d'ONG locales ayant œuvré à la résolution des conflits post-électorales à Kéïbli; les responsables de la circonscription administrative (sous-préfecture et maire) dont relève le village de Kéïbli.

3. Matériel

La collecte des informations a été faite à l'aide d'un guide d'entretien dont les axes sont les suivants:

- Les productions idéologiques associées à l'institution du scrutin comme mode de désignation de la gouvernance coutumière à Kéïbli;
- Le mécanisme de désignation électoral à Kéïbli;
- L'impact de l'institution du scrutin dans la gouvernance coutumière sur les rapports sociaux à Kéïbli.



À l'aide de ce guide, nous avons interviewé les participants de façon individuelle. Les informations issues de ces entretiens ont fait l'objet d'analyses de contenus, dont les résultats sont présentés dans les paragraphes ci après.

II. RESULTATS

1. SOCIOGENESE DES TRANSFORMATIONS SOCIOPOLITIQUES

1.1. Fondements historiques et socio-anthropologiques de l'effritement du consensus villageois dans la gouvernance coutumière

Dans la société Wê de Kéibly, les fondements historiques et anthropologiques des mutations politiques peuvent être reliés à des facteurs socio anthropologiques et historiques tels que l'inexistence de chefferies véritables dans l'organisation sociale des populations Wê et l'impact de la colonisation française. L'espace Wê fait, en effet, partie de ces régions de l'Afrique précoloniale qui, comme le souligne Perrot (2009), n'ont connu ni chefferies ni Etats, mais plutôt des organisations sociopolitiques de type lignager. Cela se confirme à travers les propos d'un chef Wê interrogé qui affirme que:

« La chefferie de village, en elle-même ne découle pas des coutumes Wê. Avant l'arrivée des blancs, nos parents ne connaissaient pas les histoires de chefferies. Chez nous, les chefs étaient plutôt les sages et les plus anciens de la famille. Quand les colons sont arrivés chez nous, ils étaient accompagnés de soldats Malinké. Et après avoir remporté les batailles contre nos parents, ils ont décidé d'imposer un chef choisis par eux. Aujourd'hui, quand tu veux parler de chef chez nous, tu peux utiliser le mot "douti" qui est une déformation du mot Malinké "dougoutigui" qui veut dire "chef". Sinon, l'appellation chef de village n'existe pas chez nous ».

À ce titre, Schwartz (1975) note que les Wê constituent un exemple typique de société à structure politique « anarchique » dans laquelle il n'existe aucune organisation institutionnelle du pouvoir (celui-ci se caractérisant à la fois par son manque d'unité et l'absence de séparation réelle entre les différents éléments qui le fondent). Cependant, l'organisation sociale des populations Wê, tout en se caractérisant par l'ignorance de chefferies véritables, n'en demeure pas moins structurée. Pour preuve, du sommet à la base de la pyramide de l'organisation sociopolitique Wê on rencontre successivement (mais non nécessairement) la confédération guerrière *bloa-dru* (tête du territoire) dirigée par un *bio-kla* (grand guerrier) ou *too-boo* (père de la guerre) dont le rôle en temps de paix se limite à de simples fonctions judiciaires, mais qui en temps de guerre s'impose en chef véritable; le groupement de guerre *bloa* (territoire au sens de patrie) qui reproduit en plus petite structure la confédération guerrière; la fédération d'alliance désignée également par le terme *bloa*, résultat de la fusion de deux ou plusieurs patriclans; le patriclan ou lignage majeure *tkè*, qui s'identifiait jadis au village (*ulo*), groupe de descendance le plus vaste et véritable unité organique de la société Wê: le chef en est l'ainé *nion-kla* (l'homme vieux) qui règne sur le *tkè* en patriarce, dispose des biens collectifs, tranche les litiges et conclut les mariages; le patrilignage moyen (*uunu*), résultat de la fragmentation et de la dispersion géographique du *tkè* sous l'effet d'évènement extérieurs (guerres tribales, pénétration coloniale) et regroupant au niveau d'un même village l'ensemble des individus appartenant au même patriclan; et enfin le lignage mineur (*gbowonouminhi*) (Schwartz, 1974).

Comme on peut s'en apercevoir, les unités socio-spatiales traditionnelles reflétaient une organisation sociale de type militaire. L'équilibre entre les groupements était le résultat d'un jeu d'alliances soigneusement entretenues. La désignation des garants de l'autorité traditionnelle dans ces sociétés anciennes reposait sur le consensus entre les chefs de *bloa* qui évaluaient les candidats à la fonction de commandement à l'aune de 05 critères qui sont: l'âge, la sagesse, la richesse, la force physique, la capacité d'intervention en matière de « sacré » (Schwartz, 1975). Ce système sociopolitique structurant la société Wê demeure en l'état jusqu'au début du XX^e siècle, période à partir de laquelle la pénétration coloniale et les campagnes militaires violentes qui s'ensuivent le font disparaître. L'entreprise coloniale de pacification de l'Ouest ivoirien engendre le redécoupage administratif de l'espace Wê et la relocalisation des populations selon le dessein des autorités coloniales. C'est dans ce contexte que fut créé le village de Kéibly (en 1930) par le regroupement des populations dispersées à travers la brousse¹.

À la suite de cette relocalisation, l'organisation et la gestion de la vie politique à Kéibly se « modernise » en gardant néanmoins certaines caractéristiques du passé. La vie politique à Kéibly relève

¹ Ces populations sont composées d'individus faisant partie de 11 familles (Gbabaon, SraéZaon, Doè Dé Zaô, ZaôTrojdjahikon, Séao, Guéo, Djohô, Seignou, Dêhô, Nidêhô, Doêhô) qui sont en réalité le prolongement, sur l'espace du village de huit lignages majeurs formant le canton Boo.



dorénavant d'un organe central: la chefferie. A la tête de la chefferie se trouve le chef de village (*wlôkondjouéi*) s'appuyant sur un conseil de notables (*Son-pohi*) qui sont des représentants des différentes familles formant le village. En dépit des mutations survenues du fait de la colonisation, le consensus demeure la règle générale dans le mode de désignation et de renouvellement de la chefferie. Dans les principes de ce procédé, la désignation du chef de village est faite par le conseil des sages du village sur la base de critères tels que: l'appartenance à l'une des onze familles du village, la possession d'une bonne moralité, d'une bonne réputation, d'une maison, la contraction d'un mariage (au moins), la connaissance de la tradition. Par ailleurs, les sages, dans cette entreprise de désignation, se réfèrent presque toujours à la communauté villageoise en vue de recueillir leur avis sur les différents candidats à la chefferie. Selon les données recueillies, le mandat du chef était à vie. Cependant, celui-ci pouvait être démis de ses fonctions et remplacé en cas de fautes graves comme l'adultère, le détournement de biens communautaires, la violation de la tradition etc. Cette nouvelle structuration du système de désignation et de renouvellement des chefs de village à Kéïbli reste inchangé jusqu'à la période 2002-2011 où le contexte de guerre va, à nouveau, entraîner des transformations sociopolitiques.

1.2. Des changements politiques en Côte d'Ivoire à l'impact de la guerre dans l'Ouest ivoirien

L'organisation d'élection pour la désignation des organes de gouvernance dans le terroir Wè n'est pas un événement nouveau². Les premières tentatives de vote remontent autour des années des indépendances de 1960. En effet, lorsque sous la pression des mouvements indépendantistes en Afrique, l'administration coloniale donnait la possibilité aux « indigènes » de militer au sein des syndicats et groupements politiques naissants, les populations des localités de l'actuelle région du Cavally adhèrent particulièrement aux partis proches des idéologies « progressistes ». Cependant, le PDCI-RDA qui se profilait déjà comme le parti leader sur l'échiquier national chercha à s'imposer dans la région en y installant un réseau de délégués locaux au rang desquels devaient compter les chefs de tribus, les chefs canton ainsi que les chefs de village. La compétition entre le PDCI-RDA et les partisans du « progressisme » pour le contrôle du jeu politique local donna lieu dans certains cas à la tenue de votes (pour certains cantons et villages à Bloléquin) en vue de départager les prétendants aux postes de chef de village et de chef canton.

Toutefois, ces scrutins se déroulèrent en général sous la forme de vote à « la criée » au cours desquels, pour exprimer leur suffrage, les villageois s'alignèrent en public chacun derrière le candidat de son choix. Bien qu'elles résultent d'aucune organisation sophistiquée, ces élections ont marqué tout de même l'ouverture d'une nouvelle ère politique au plan local: la fin de l'ère des chefs traditionnels auxiliaires de l'administration coloniale et l'émergence d'une nouvelle élite villageoise émanant d'une expression plus locale, mais aussi rattaché à l'Etat parti qui venait de prendre les rênes du pays. Une fois les chefs élus installés cependant, le processus traditionnel de désignation fondé sur le consensus repris son cours normal. Pendant ce temps, le PDCI-RDA était parvenu à annihiler toute velléité de rivalité à son hégémonie politique dans la zone.

Le retour au consensus ne garantira pas pour autant une totale stabilité aux chefferies car, celles-ci verront souvent leur pouvoir être contesté. Leur gestion des terres communautaires sera l'une des causes de vives tensions intra familiales puis inter communautaires dans la mesure où ces derniers avaient plus ou moins toléré l'installation de plusieurs vagues de migrants agricoles pour l'exploitation de la cacao-culture. La pression ainsi que l'insécurité foncière provoquées par ces migrations agricoles massives vont dans la décennie 1980-1990 donné lieu à des conflits parfois violents opposant les jeunes autochtones en particulier à leurs aînés sociaux puis aux communautés étrangères.

L'avènement du multipartisme en Côte d'Ivoire viendra par la suite intensifier les mouvements de contestation à l'autorité des chefs coutumiers de la région. Le fait est que les populations Wè s'étaient ralliées au FPI de Laurent Gbagbo, principal adversaire politique du président Félix Houphouët Boigny, père fondateur de la nation, mais dont la gestion du pouvoir était perçue comme favorisant les étrangers ainsi que le groupe ethnique Baoulé au détriment des autres ethnies comme celles de l'Ouest. Le FPI en effet, quant à lui mettait en avant dans sa propagande les idéaux nationalistes se rapportant entre autres à la protection du patrimoine foncier et des emplois des nationaux sur lesquels les « étrangers » exerçaient d'ailleurs une forte pression. Dans ce contexte, en plus des jeunes contestataires, les chefferies durent affronter de nouveaux concurrents soutenus par les cadres politiques militants du FPI. Les luttes de positionnement entre « pro

² G Etienne, Chef du canton BOO



PDCI» et « pro FPI » occasionneront régulièrement des destitutions de certains chefs de village ou l'installation d'autres.

Quant à la rébellion qui éclate en septembre 2002 en Côte d'Ivoire, elle ouvrit la voie à la constitution de plusieurs groupes de milices tribales de part et d'autre de la ligne de front. Alors que les mouvements patriotiques du Nord visent la conquête du pouvoir d'Etat pour, d'après elles, réparer « *l'injustice et les frustrations* » subies par leurs parents (Soro et Daniel, 2005), ceux du Sud ou de la zone gouvernementale sous la bannière de la galaxie patriotique optent pour le maintien du pouvoir par la résistance en vue de barrer la route à ceux qu'ils considèrent comme « *imposteurs* ». A l'Ouest de la Côte d'Ivoire, suite à l'insécurité générée par le déclenchement de la crise militaro politique de septembre 2002, des milices ou groupe d'autodéfense (FLGO, APWE, UPRGO, MILOCI, LIMA...) alliées aux FDS et au régime de Laurent Gbagbo émergent au sein des communautés Wê (Bah, 2012). Ces organisations de type milicien ou groupes d'auto défense sont conduit par des chefs charismatiques qui, grâce au métier des armes, gagnent en popularité et surpassent même (quelquefois) l'autorité des chefs de village. Un de nos interlocuteurs à Kéïbli affirme que:

« Pendant la guerre, lorsque le village était attaqué tous les villageois se déplaçaient vers le quartier du chef du groupe d'autodéfense qui se trouvait au village. Même le chef du village fuyait pour aller se réfugier chez lui parce que lui et ses combattants pouvaient se battre contre les rebelles et les repousser ».

Le témoignage de M.F, un ancien chef de groupe d'auto défense confirme ces propos en affirmant que:

« Je ne suis rien. Je ne suis pas chef de village, mais quand je passe dans la rue aujourd'hui tout le monde me salue. Il n'y a rien qui puisse se faire dans le village sans qu'on demande mon avis. Les gens me respectent parce qu'ils savent ce que moi et mes gars avons fait pour eux pendant la guerre ».

Ce discours témoigne de la réactualisation de normes qui, naguère, formaient le référentiel local en termes de leadership. En effet, comme nous le mentionnons plus haut, les sources originelles de l'autorité dans la société Wê étaient constituées de l'âge, la sagesse, la richesse, la force physique, la capacité d'intervention en matière de « sacré ». A Kéïbli, mis à part l'âge et la sagesse, – qui de toute façon n'avait que peu d'intérêt en temps de guerre – les membres des groupes d'autodéfense étaient suffisamment dotés en richesse (aide financière des cadres locaux du FPI et accumulation des "butins de guerre"); en force physique (par la pratique routinière du métier des armes); et en capacité d'intervention en matière de sacré (par la maîtrise de techniques et de savoirs mystiques indispensables lors des combats avec l'ennemi), ce qui a contribué au renforcement de leur légitimité au dépend de celle des chefs traditionnels.

Outre la réviviscence des leaders militaires au dépend des acteurs politiques, il est un autre facteur qui a porté un coup décisif à la structure sociopolitique à Kéïbli; il s'agit de la crise de contestation électorale de 2010-2011. En effet, à partir de mars 2011, les localités de l'Ouest ivoirien (Bloléquin et Kéïbli y compris) tombent sous le contrôle des FRCI soutenus par des milices dozo. Dans ce contexte, des personnes sont exécutées sur la base de leur appartenance ethnique Wê et leur affiliation avérée ou supposée à la mouvance politique favorable à Laurent Gbagbo (Amnesty International, 2011). Ces violences occasionnent le départ en exil de plus de 2/3 de la population Wê dans d'autres régions de la Côte d'Ivoire ou dans les pays voisins notamment le Liberia (Toh et Koffi, 2016). A Kéïbli, le chef de village, certains membres de la notabilité et une grande partie de la population autochtone perçue comme favorable au FPI se réfugient au Libéria. Avec le départ en exil des autochtones Wê, les FRCI appuyés par des migrants (burkinabés notamment) s'érigent en nouveaux acteurs dominants du terroir villageois. Ces derniers procèdent (momentanément) à la prise de contrôle de la chefferie ainsi qu'à une auto-attribution des fonctions juridiques traditionnelles qui ont longtemps été l'apanage des chefs traditionnels avant d'en céder la gestion à des acteurs issus de la communauté Wê, mais qui cette fois-ci, sont idéologiquement proches du RHDP. A.V, un des acteurs interrogés, décrit avec précision comment le processus de renouvellement des autorités villageoises qui prévalait jusque-là à Kéïbli a été substitué à un autre:

« Quand la guerre de 2011 a éclaté, la majorité des chefs du département de Bloléquin qui étaient FPI ont fui pour se réfugier à Abidjan ou au Libéria. L'ancien chef de Kéïbli qui s'appelait Ouéhan François qui était également un militant du FPI a trouvé refuge à Abidjan où il est décédé. Et donc, jusqu'en 2014, vu que le chef n'était toujours pas revenu, un comité de crise a été mis en place pour gérer les affaires du village. Ce comité de crise qui devait assurer la



transition était dirigé par Dro Gnan Frédéric qui lui était PDCI. Et lorsque ce dernier est décédé, son secrétaire Banhi Bonfils lui aussi PDCI a été choisi pour assurer l'intérim. ».

Cette période post-crise constitue donc un moment crucial dans le processus de mutation sociopolitique à Kéïbli car la « vacance du pouvoir » causé par l'exil du septième chef de village a occasionné l'arrivée d'un huitième, puis d'un neuvième chef, tous deux politiquement marqués et « intronisés » sans l'aval de l'ensemble des patriarches de toutes les grandes familles composant le village (Voir Tableau 1).

Tableau 1: Liste des chefs de Kéïbli de (1930-2017)

Ordre de succession	Nom et prénoms des chefs de Kéïbli	Famille d'appartenance	Mode de désignation
1 ^{er}	Guéi Djro Djro	Gbabahon	Consensus
2 ^{eme}	Djahé Paha	Doê Dé Zaô	Consensus
3 ^{eme}	Gbéa Dohodrou	SraéZaon	Consensus
4 ^{eme}	Méhin Voutahô	SraéZaon	Consensus
5 ^{eme}	Banhan Benoit	SraéZaon	Consensus
6 ^{eme}	Kpéa Jean	Doê Dé Zaô	Consensus
7 ^{eme}	Ouéhan François	Gbabahon	Consensus
8 ^{eme}	Dro Gnan Frédéric	Doèhô	Consensus partiel
9 ^{eme}	Banhi Bonfils	Gbabahon	Consensus partiel
10 ^{eme}	Louho Jean Roberto	Séao	Election

Les tensions nées de ce changement brutal du mode de désignation de la chefferie augmentent avec le retour des anciens exilés qui ne tardent pas à remettre en cause la légitimité des autorités traditionnelles établies. Ces tensions dégénèrent en conflits latents à l'intérieur même de la communauté Wê dont la résolution ne provient que de l'adoption d'un nouveau mode de désignation de la gouvernance locale encouragé par les élus et cadres politiques locaux: les élections.

2. DEROULEMENT DU PROCESSUS ELECTORAL ET INTERVENTION DES ACTEURS POLITIQUES DANS LA GOUVERNANCE COUTUMIERE A KEÏBLI

2. 1 . Mimétisme du modèle de démocratie nationale sous influence

A Kéïbli, l'effritement du consensus dans le renouvellement des autorités villageoises se solde par la consécration d'un système électoral activement encouragé par les élus et cadres politiques. On observe ainsi à Kéïbli la formation de blocs idéologiques « pro FPI » et « pro RHDP ». D'ailleurs, sur les six candidats initialement en lice, les deux acteurs représentant les blocs « pro FPI » et « pro RHDP » sont ceux qui mobilisent le plus. C'est à juste titre d'ailleurs que les candidats issus de ces deux blocs franchissent la barrière du premier tour du scrutin. Par ailleurs, dans l'optique des échéances électorales, un véritable code électoral est mis en place. Ce code électoral qui définit les conditions de candidature et celles relatives à la qualité d'électeurs fait l'objet de vives tensions entre les deux camps (voir Tableau 2).

Tableau 2: Conditions de participation aux élections de chefferie à Kéïbli

Conditions de participation aux scrutins en tant que candidat	S'acquitter d'un droit de candidature (100 000 FCFA)
Conditions de participation aux scrutins en tant qu'électeurs	<ul style="list-style-type: none"> -Etre Wê originaire du village -Etre habitant du village -Avoir des intérêts dans le village ou dans l'espace villageois (campement, maison, plantation, commerce etc.) -Avoir une CNI ou un extrait d'acte de naissance ou une carte de réfugié (pour les individus récemment revenus d'exil) -Etre âgé de 18 ans au moins.

À la suite du code électoral, les protagonistes mettent en place des listes électorales avec le soutien des autorités administratives locales (Préfecture, Sous-préfecture et Mairie de Bloléquin) qui jouent le rôle d'organe électoral. Une fois la liste électorale consolidée, le matériel électoral (urnes, bulletin de vote,



isoloir...) est mis à disposition du comité d'organisation et une période de campagne électorale est déterminée afin de permettre aux différents candidats de mobiliser leur électorat.

a. Marketing politique et intervention des acteurs politiques locaux/nationaux dans l'arène villageoise

Alors que dans les années 1960 les nouvelles élites se détournent des aristocraties illettrées, on remarque aujourd'hui que celle-ci manifestent un intérêt de plus en plus croissant pour les chefferies traditionnelles (Perrot, *op. cit.*). En effet, disposant de capitaux scolaires et économiques élevés, ces nouvelles élites qui suscitent un attrait de plus en plus fort chez les jeunes parasitent ou tentent d'influencer l'action des chefs de village par la mise en place de nouvelles organisations telles que les mutuels de développement et l'implantation de section de partis politiques (Amon, 1988). A Kéribli, la situation de compétition électorale entre les acteurs locaux pour l'accès à la chefferie favorise la formation, sur l'espace villageois de coalitions (ou blocs idéologiques) ralliées à des acteurs (élus locaux, hauts fonctionnaires...) politiquement marqués. Ces acteurs, appartenant soit au RHDP soit au FPI, financent et/ou soutiennent matériellement les candidats à la chefferie locale. A ce propos, un des acteurs interrogés affirme ceci:

« Nous savons tous que des candidats sont soutenus par des autorités. Nous savons d'où est venu l'argent de leur campagne. Nous savons que certains candidats sont financés par le ministre. Nous savons que la Mairie qui était dans le Comité ad hoc a essayé de manipuler les résultats à nos dépens. Même le Préfet et le Sous-préfet avaient pris fait et cause pour nos adversaires. Comme ce sont eux qui sont au pouvoir dans le pays, alors ils veulent tout contrôler. ».

Un autre interlocuteur donne la réplique aux accusations de collusion avec les autorités politiques et administratives locales en ces termes:

« Pendant la guerre, la maison du ministre Dagobert Banzio a été brûlée par ces gens qui nous accusent injustement aujourd'hui. L'actuel adjoint au Maire a été déshabillé, battu et humilié à travers la ville parce qu'il était du PDCL. Et aujourd'hui, vous voulez que ceux qui ont été humiliés hier soutiennent leurs bourreaux ? Non ce n'est pas possible ».

En tout état de cause, quel que soit l'argumentaire utilisé pour justifier le soutien ou l'hostilité (supposée ou avérée) des élites politiques et administratives locales, le fait est que les candidats disposaient de moyens importants lors du déroulement de la campagne. L'immersion sur le terrain a permis de constater que les candidats effectuaient régulièrement des dépenses ostentatoires (bâches, sonorisation, repas, primes de déplacement...).

3. IMPACT DE L'ADOPTION DU MODE ELECTORAL SUR LA GOUVERNANCE COUTUMIERE LOCALE

3.1. Points de crispation et conflits post-électorales

La formation de blocs politico-idéologiques ainsi que l'immixtion des élites politiques locales/nationales dans le processus électoral à Kéribli génère de vives tensions qui se transforment en une véritable crise post-électorale. En effet, malgré toute l'organisation électorale qui a été mise en place, les candidats à la chefferie – encouragés par leurs alliés (partisans et élites politiques) – remettent en cause, à presque toutes les étapes du processus électoral, certains points du code électoral local. Les principaux adversaires politiques étaient en désaccords sur les conditions de participation aux scrutins. C.V., soutien de Banhi Bonfils, explique que:

« Roberto et ses partisans n'ont pas accepté que les allochtones et les allogènes qui vivent avec nous au village depuis des années participent aux élections. Ce n'est pas normal. Ces gens sont nos frères, ils participent au développement du village. ».

De son côté, S.G., partisan de Louho Roberto donne les raisons de la contestation du code électoral en ces termes:

« Nos adversaires ont estimé que nos parents qui se sont réfugiés au Libéria et qui avaient tout perdu pendant la guerre produisent des cartes nationales d'identité ivoiriennes avant d'être admis sur la liste électorale. Nous leur avons proposé que ces réfugiés puissent produire des cartes de réfugiés délivrées par le HCR au Libéria, mais ils n'ont rien voulu comprendre. Ce sont quand même nos parents ! Par contre, ils voulaient inscrire sur la liste électorale des burkinabés, des baoulés. Nous ne pouvions pas accepter cela ».

Qu'elles paraissent intégrationnistes ou exclusionnistes, les propositions portées par les candidats et leurs partisans au sujet des critères de participation au jeu électoral local traduisent davantage des logiques de maximisation du capital électoral. Et ce, dans la mesure où les acteurs en compétition ont profité de l'ethnicisation de la vie politique ivoirienne pour construire comme au niveau national (une fois de plus)



leur stratégie électorale sur l'instrumentalisation des identités ethniques. Ces points de vue divergents concernant la liste électorale favorisent des tensions qui vont s'exacerber avec la crise de confiance qui s'installe entre les parties en compétition et le comité ad hoc en charge des élections qui, faut-il le rappeler, joue le rôle d'organe électoral. Le comité ad hoc en charge des élections – en grande partie composé d'agents de la Mairie de Bloléquin elle-même contrôlée par un élu issu du RDR – est accusé par les partisans de Louho Roberto de favoriser l'inscription d'allochtones et d'allogènes sur la liste électorale. De plus, les deux parties en compétition contestent le délai de la campagne (deux semaines) qui est perçu comme étant trop court. Evoquant cette situation de tension, un leader de la société civile locale affirme que:

« Les jeux étaient déjà faussés dès le départ dans la mesure où il n'y a pas eu de consensus dans la sélection des membres du comité ad hoc qui était chargé d'organiser les élections. D'après les rumeurs, les membres du comité ont été imposés par la préfecture et la Mairie. On ne peut pas confirmer ces informations, mais le fait est que cela a constitué l'une des raisons des conflits qui se sont déroulés. Toutes les décisions du comité ad hoc étaient contestées par les deux parties. C'est donc normal que même les résultats aient été contestés par ceux qui ont été désignés comme étant les perdants ».

Sur le terrain, les élections remportées par le camp de Louho Roberto sont contestées par le camp adverse. Face à la crise post-électorale naissante, la Préfecture et la Mairie proposent l'annulation du scrutin. La proposition est refusée. S'ensuivent alors des violences qui s'estompent par l'intervention d'un détachement des FACI et de la Gendarmerie nationale.

3. 2. Crise de légitimité et affaiblissement du pouvoir politique Wê

Sans surprise, les tensions et conflits autour du processus électoral créent une situation de crise de légitimité à laquelle se trouve confrontée le chef nouvellement "élu". La fracture intracommunautaire s'accroît davantage à Kéïbli tant et si bien que les réunions convoquées par le chef nouvellement "élu" sont boycottées par les partisans du camp adverse. Aussi, faut-il ajouter, que les décisions ou directives prises à l'issue de ces réunions sont volontairement transgressées par le camp perdant qui s'investit dans une défiance tout azimut. Un partisan du chef Roberto explique que:

« Ceux qui soutiennent Banhi Bonfils ne viennent pas aux réunions qui sont convoquées par le chef du village. Même lorsqu'il y a une campagne de vaccination et qu'on demande aux villageois de ne pas aller au campement avec leurs enfants, nos adversaires vont tout saboter en racontant que les vaccins sont des poisons pour rendre les femmes stériles. C'est la même chose avec le phénomène de vente de terre. Si aujourd'hui on demande aux gens de ne pas vendre la terre aux étrangers, ces mêmes individus continuent d'aller vendre des parcelles aux burkinabés en brousse. ».

Cette crise de légitimité que connaît la chefferie à Kéïbli induit une sorte de bicéphalisme politique qui affaiblit le pouvoir politique Wê et le place dans une situation de dépendance vis-à-vis des élus et cadres politiques.

III. DISCUSSION

Les mutations en cours ou survenues au sein des chefferies traditionnelles constituent des phénomènes qui ont été analysés sous plusieurs angles. Pour Goeh-Akue (1999), le désir des explorateurs européens de traiter avec des interlocuteurs valables a constitué un des premiers facteurs essentiels de désorganisation des rapports entre les autorités traditionnelles et les collectivités dans la mesure où cette situation a contribué à saper l'équilibre entre les différents niveaux de pouvoir traditionnel. En outre, la déstructuration des systèmes politiques traditionnelles africains peut être perçue comme la conséquence de l'avènement de la colonisation occidentale (Amon d'Aby, 1988; Coquery-Vidrovitch, 1985). Aussi, faut-il ajouter qu'au lendemain des indépendances, les nouvelles élites africaines voyaient dans les rois et les chefs traditionnels les reliques d'un passé à abolir (Perrot, *op. cit.*). Cependant, comme l'affirme Ouédraogo (2006, 10):

« La situation des élites traditionnelles est particulière et complexe à saisir: bien qu'en déclin avec les transformations politiques et sociales profondes qui affectent la plupart des pays africains (affaiblissement des coutumes, progression du phénomène urbain...), les chefferies traditionnelles continuent d'exercer une influence forte sur le cours de la vie politique, économique et sociale locale. Bénéficiant de la reconnaissance, du respect et de la considération de



la majorité des populations rurales, elles s'imposent de fait comme des interlocuteurs incontournables de l'État, des projets de développement et des bailleurs de fonds. ».

Partant, le chef traditionnel pourrait être perçu comme une élite traditionnelle aux compétences et aux performances exceptionnelles et objectivement vérifiables et à qui on peut conférer « un ensemble de rôles stratégiques » (Ansart et Akoun, 1999). En vertu de leur antériorité à l'Etat colonial et postcolonial, les institutions de gouvernance traditionnelle possède l'avantage de l'expérience dans le contrôle des hommes et surtout celui de la relative meilleure adaptation par rapport aux réalités du milieu (Ouedraogo, *idem*). Le chef traditionnel détiendrait donc un certain pouvoir qui pourrait s'apparenter à sa capacité d'influence. Partant, les chefferies traditionnelles constituent un élément essentiel dont le contrôle reste au cœur des stratégies de marketing politiques des acteurs politiques locaux/nationaux. Ainsi, l'expression « *Pactisez avec elle, vous gagnerez toute élection* »³ pourrait être la formule consacrée pour décrire l'essentiel des enjeux sous-tendant l'intérêt porté par les acteurs politiques – toutes tendances confondues – au jeu de désignation et de renouvellement de la gouvernance coutumière à Kéïbli.

CONCLUSION

Cette étude visait à analyser les enjeux liés aux transformations s'opérant dans le système politique Wè à Kéïbli. Au niveau local, ces mutations sociopolitiques qui pourraient s'apparenter à une forme de démocratisation du cadre politique villageois masquent assez mal un affaiblissement du pouvoir politique Wè qui est de plus soumis au contrôle des acteurs politiques locaux/nationaux. Et ce d'autant plus que les données recueillies et l'analyse effectuée ont permis de comprendre que la transformation des modes de désignation dans la gouvernance locale est liée, outre l'influence de facteurs multiples, à l'immixtion des acteurs politiques dont la logique d'action consiste en la maîtrise de l'espace villageois dans la perspective des compétitions électorales locales et/ou nationales.

BIBLIOGRAPHIE

- Akoun André et Ansart Pierre (1999). *Dictionnaire de sociologie*. Paris: Le Robert/Seuil.
- Amnesty International (2011). *Ils ont regardé sa carte d'identité et l'ont abattu*. Retour sur six mois de violences post-électorales, Rapport.
- Amon d'Aby François (1988). *Le problème des chefferies traditionnelles en Côte d'Ivoire*. Abidjan: Nouvelles Editions Africaines.
- Goeh-Akue Adovi (1999). Relations entre autorités traditionnelles et pouvoir public moderne au Togo: repères, atouts et limites au développement local. *Revue du CAMES*, Série B, vol. 01, pp. 46-51.
- Ouedraogo Hubert (2006). Décentralisation et pouvoirs traditionnels: le paradoxe des légitimités locales. *Mondes en développement*, vol.1, n°133, pp. 9-29.
- Perrot Claude-Hélène (2009). Les autorités traditionnelles et l'État moderne en Afrique Subsaharienne au début du XXI^e Siècle. *Cadernos de Estudos Africanos*, vol.16, n°17, pp. 15-33.
- Schwartz Alfred (1974). Les Krou de Côte d'Ivoire. *Contribution au commentaire de la carte B2a "Groupes culturels et ethniques" de l'Atlas de Côte d'Ivoire*, Petit-Bassam: ORSTOM.
- Schwartz Alfred (1975). *La vie quotidienne dans un village guéré*. Abidjan: INADES.
- Soro Guillaume et Serge Daniel (2005). *Pourquoi je suis devenu rebelle*. Paris: Hachette.
- Toh Alain et Koffi (2016), « Dynamiques migratoires, enjeux et conflits fonciers dans le contexte de retour des populations autochtones déplacées dans l'Ouest ivoirien », Communiqué à l'atelier sur Migrations et enjeux foncier en Côte d'Ivoire, 15 décembre, Korhogo.

³Abba (op. cit, 53).